

# UN CHEVAL DE TROIE EN AQUITAINE !

## UN CHEVAL DE TROIE EN AQUITAINE !

---

En CMAI Aquitaine, Section Dordogne, les élus consulaires ont trouvé un outil pour contourner le statut et nous renvoyer au doux temps de Germinal...

Un projet de G.I.P. (groupement d'intérêt public) est en voie de finalisation, préparé dans la plus grande discrétion, les organisations syndicales ayant été mis devant le fait « presque » accompli le 29 Juin lors d'une CPL (Commission Paritaire Locale) de fin d'année.

La CCI et la CMA de Dordogne se retrouveraient à égalité dans le conseil d'administration d'une entité autonome juridiquement et financièrement, dirigée par un directeur extérieur.

Ce GIP prendrait en charge, dès la rentrée 2017, le FJT (hébergement, restauration et activités annexes). Les salariés actuels du FJT seraient mis à disposition en gardant leur statut d'origine (des avis de Tribunaux Administratifs confirment que statut ou pas c'est le règlement de la structure qui accueille qui prime...bonjour les désillusions). Les nouvelles embauches se feraient sous la bannière de la précarité la plus sévère. En effet l'exemple d'un GIP de la même eau, dans l'Essonne, montre les dérives à venir, les nouvelles embauches commencent à se faire sous forme de Contrat à Durée Déterminée d'Usage... Le contrat de chantier. A quand les autoentrepreneurs !

Les élus des autres départements de la CMAI Aquitaine lorgnent vers ce projet...S'il est confirmé nul doute qu'ils en feront bon usage... De là à imaginer des CFA sous le même régime !? on frémit. Surtout que d'autres « loups » apparaissent au fur et à mesure de l'étude de la convention de création.

Rien ne justifie de faire appel à de telles solutions ni une telle résignation de nos élus à brader nos carrières et les valeurs de l'artisanat.

Les agents des Chambres des Métiers devront être très attentifs, ces projets représentent un voyage aller sans retour vers la précarité, la souffrance. Dénonçons au plus vite comme le font les élus locaux CGT ces projets mortifères qui nous jetteraient dans les bras de privés- financiers.